

Des citoyens bénévoles se débrouillent chaque soir pour loger 300 migrants

- Plus de 20 000 citoyens se mobilisent pour héberger les migrants du parc Maximilien.
- Ils ont pris le relais "parce que le politique se débîne".
- Une pétition réclame des moyens pour faire fonctionner le bâtiment de Haren.

Dossier réalisé par Annick Hovine

20307

Membres inscrits sur la plateforme

Le groupe (fermé) Facebook compte désormais plus de 20 000 membres. Ils viennent de Bruxelles, du Brabant wallon, de Gand, de Namur, de Liège, d'Anvers...

Tout le monde a été logé!" Le message de Mehdi Kassou, porte-parole de la plateforme citoyenne qui organise chaque soir l'hébergement des migrants du parc Maximilien, a été posté aux petites heures du matin, mardi, sur la page Facebook du groupe (fermé).

Il y a désormais plus de 20 000 citoyens engagés dans cette plateforme comme hébergeurs, chauffeurs, bénévoles ou sympathisants. Un mouvement de solidarité sans précédent avec les Soudanais, Érythréens, Ethiopiens, Guinéens... qui font halte dans la capitale de l'Europe avant de poursuivre leur chemin vers l'Angleterre.

Une intendance impressionnante

Chaque soir, entre 280 et 350 personnes sont ainsi accueillies chez des particuliers à Bruxelles, Ottignies, Anvers, Charleroi, Namur, Liège... Pour assurer ces hébergements mais aussi les trajets aller-retour vers le parc Maximilien, une intendance impressionnante a été mise en place: un "sondage" quotidien à compléter via la

page Facebook; des cercles locaux pour organiser des "relais" pour les invités; des groupes pour récolter vêtements et nourriture; des tableaux Excel avec les horaires des chauffeurs; les GSM de garde où envoyer un SMS pour une proposition de dernière minute; les numéros à appeler en cas de problème avec un invité... "On doit se débrouiller entre citoyens pour que ces gens ne soient pas à la rue parce que le politique se débîne", commente un membre très actif.

Le ping-pong continue entre Région bruxelloise et gouvernement fédéral.

Et cela fait déjà trois mois que cela dure. Fin septembre, le ministre-Président de la Région bruxelloise, Rudy Vervoort (PS), annonçait pourtant le déblocage de 500 000 euros pour la prise en charge des sans-papiers du parc Maximilien. Il y a quelques semaines, le conseil communal bruxellois votait la location et la mise à disposition d'un bâtiment à Haren, dont l'ouverture était annoncée pour le 1^{er} novembre, puis pour le 15, date du début du plan hiver. Il n'est toujours pas opérationnel...

Lundi, la plateforme citoyenne a lancé une pétition

pour rappeler la réalité à Rudi Vervoort. "Aujourd'hui, 27 novembre, [...] nous sommes toujours confrontés à d'énormes difficultés logistiques." Les ressources humaines nécessaires à la gestion quotidienne de l'espace (dortoir, repas...) restent "impossibles à mettre en place sans plus de moyens mis à disposition", dit la pétition.

Pas sortis du parc...

Les signataires attendent de M. Vervoort des installations sanitaires dignes de ce nom, une sécurisation de l'espace, les moyens de l'encadrer ainsi que les outils de gestion humains et matériels. Même si l'on sait déjà que les 300 places ne suffiront pas. "Nous continuerons à accueillir, secourir, soigner, nourrir et loger des gens que les pouvoirs publics refusent de prendre en charge, uniquement par manque de courage politique." Interrogé lundi, le cabinet Vervoort répond que le dispositif hivernal a été mis en place mais que c'est au fédéral d'avancer sur l'accueil des migrants. Or, "il reste muet et inactif sur ce dossier malgré la situation humanitaire et la mobilisation légitime des citoyens". Les citoyens et les migrants ne sont pas encore sortis du parc...

Les femmes foncent, les maris freinent des quatre fers

Je voudrais tellement héberger, me sentir utile, partager cette vague d'humanité. Mais mon mari est totalement fermé à cette idée", se désole Elodie sur le mur de la Plateforme citoyenne. Du coup, elle agit autrement: elle fait chauffeur, récolte des produits d'hygiène, propose de préparer des repas. Elle n'est pas la seule à vivre le refus (la peur?) de son conjoint. "Moi aussi, depuis que je connais la Plateforme, je veux accueillir nos co-humains migrants, mais le mari freine des quatre fers, embraie Française". Mais il cogite et j'y arriverai: je vous le promets. Il fait de plus en plus froid. Ce n'est pas possible de ne pas ouvrir sa porte, son toit, ses couettes."

Depuis le début de l'hébergement citoyen, les femmes sont le moteur du mouvement, confirme Mehdi Kassou. La plupart du temps, ce sont elles qui initient le mouvement, forçant leur compa-

gnon à s'embarquer dans l'aventure. Il y a évidemment aussi des hommes et des papas volontaires qui se démènent sans compter pour les sans-papiers qui transitent par le parc. Mais nombre d'entre eux se montrent plus réticents à laisser entrer des étrangers chez eux. "C'est leur côté homme de Cro-Magnon qui défend sa caverne", décrypte Elodie. Là où les femmes, maternantes, sont plus portées à aider les plus faibles: beaucoup de migrants du parc Maximilien sont (très) jeunes.

"Ils pourraient être mes petits-fils"

Des étudiantes, des retraitées, des mamans avec enfants, n'hésitent pas à se lancer seules dans l'accueil. "Mes parents vont certainement m'enquêter et me traiter de folle d'avoir accueilli seule chez moi quatre gaillards. Mais quand il faut, il faut", déclare Eva.

Dans son appartement bruxellois, Hélène, pensionnée active, ne compte plus les "invités" qui se succèdent dans la chambre d'amis, souvent deux par deux. "Il y a surtout eu des Soudanais, mais aussi quelques Érythréens." Elle ouvre sa porte régulièrement, quand un chauffeur - "C'est souvent une chauffeuse"... - arrive en direct du parc Maximilien.

Sur la table de la salle à manger, il y a une corbeille de fruits (oranges, bananes, noix de cajou, raisins secs) et des biscuits faits maison. N'a-t-elle jamais eu peur? "De quoi? Ce sont de jeunes gars qui pourraient être mes petits-fils. Un d'entre eux avait 15 ans. Vous imaginez? Quinze ans! Cela faisait six mois qu'il était sur les routes. Il a pleuré en me parlant de sa maman. J'avais le cœur en vrac", raconte Hélène.

→ Tous les prénoms sont d'emprunt.

“On leur dit ‘Good luck, guys!’ et on croise les doigts pour eux”

Que va-t-il devenir? On a fait des démarches pour Moussa, un Guinéen de 20 ans qu'on héberge à la maison depuis trois semaines. Sans résultat. L'avocat qu'on a consulté nous a dit qu'il y a très peu de chances qu'il obtienne l'asile. On ne sait plus vers qui se tourner.

La réalité de la politique belge d'asile rattrape de nombreux hébergeurs comme Françoise qui, par humanité, ont ouvert leurs portes aux migrants du parc Maximilien. Que dire à ces “invités” qui, au fil de l'accueil, sont devenus des amis, des protégés? A tous ceux qui ne viennent pas d'un pays en guerre ou d'une région troublée où on risque d'être personnellement persécuté, le message de la Belgique est pourtant clair: passez votre chemin...

André vit mal cette “quadrature du cercle”. Son invité, 19 ans, rêve d'étudier ici. Il fuit “juste” la pauvreté et l'absence totale d'horizon. “Il n'a plus envie de vendre des mouchoirs à la pièce dans la rue.” Pour ceux qu'on décrit comme des réfugiés économiques, il n'y a pas d'issue. “Nous organisons des relais pour qu'il ne doive pas retourner dehors, mais combien de temps cela peut-il durer? Que lui dire?”

Sur les routes depuis six mois au départ de leur Soudan natal, Ahmed et Mahmoud ne se font guère d'illusions sur leurs chances de poser leurs valises en Belgique. “Fingerprints in Italy”, expliquent-ils. L'Italie, pays d'entrée dans l'Union européenne, a enregistré leurs empreintes digitales; s'ils demandent l'asile, c'est là qu'ils seront renvoyés, en vertu des accords de Dublin II, qui sont appliqués scrupuleusement par la Belgique.

Certains réussissent à passer

C'est la raison principale pour laquelle la grande majorité des sans-papiers du parc Maximilien veulent partir en Angleterre. “Alors on leur dit ‘Good luck, guys!’ et on croise les doigts pour eux”, explique Béatrice, qui héberge très régulièrement des migrants. Certains, rares, réussissent à passer. “D'autres me rappellent et me demandent d'aller les rechercher au parc. Je sais alors que leur tentative a échoué. Ils reviennent se poser quelques jours à la maison. Avant de réessayer.” Ou de rester en Belgique, quitte à plonger dans la clandestini-

mité, les petits boulots au noir et le stress permanent d'être intercepté au cours d'un contrôle de police.

Depuis de longs mois, Médecins du monde, Oxfam, le Ciré, Vluchtelingenwerk Vlaanderen, la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés, Médecins sans frontières, la Croix-Rouge et la Commission d'aide juridique de Bruxelles réclament l'ouverture d'un centre d'accueil et d'orientation (CAO) pour accompagner

les migrants en transit à Bruxelles.

Mais le gouvernement fédéral – Theo Francken, secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, en tête – refuse, craignant de provoquer un “appel d'air”. Les ONG ont donc ouvert un “hub humanitaire” aux abords du parc pour donner notamment des conseils juridiques aux “transmigrants”. Les citoyens qui se mobilisent pour répondre aux besoins

Les citoyens ont hérité de responsabilités qui les dépassent.

les plus élémentaires des sans-papiers (manger, se loger, se soigner) ont hérité de responsabilités qui les dépassent. “On se sent parfois très désemparé”, dit André.

→ Tous les prénoms sont d'emprunt.